

actuelles. Les dépenses occasionnées seraient très considérables—environ 42 millions de dollars—même pour une entreprise aussi vaste que la E. B. Eddy.

Pourquoi encourager l'industrie à s'établir dans la banlieue de Toronto où tous les services nécessaires doivent être fournis à grands frais? Ces entreprises ne peuvent se permettre d'assurer leurs propres moyens de transport ou de fournir des écoles. Le coût doit en être assumé par l'ensemble des contribuables. En attendant, le reste de l'Ontario perd sa population.

Je ne connais pas la réponse et le gouvernement fédéral ne m'a pas beaucoup aidé à en trouver une. Évidemment, nous ne sommes pas un état unitaire et le gouvernement fédéral ne saurait tout décider. Mais depuis des années, je fais partie du comité de l'agriculture et lorsque le gouvernement fédéral s'occupe de découvrir un nouveau produit antiparasitaire pour aider les producteurs de maïs, je n'entends jamais d'opposition de la part des provinces de l'Ouest. De même, quand on projette de fabriquer un produit antiparasitaire pour protéger la récolte de tabac, je n'entends jamais d'opposition de l'Ontario. De même, je ne crois pas qu'une province s'oppose si le gouvernement met de l'avant des mesures capables d'attirer des industries nouvelles dans les régions où elles font défaut.

Nous savons que les critères actuels ne peuvent s'appliquer au Nord de l'Ontario. Il n'y a presque pas de chômage dans ma circonscription. Des centaines d'étudiants qui terminent leurs études secondaires à Kirkland Lake aujourd'hui, au plus 4 ou 5 p. 100 trouveront du travail dans la région. La plupart de ces jeunes gens devront aller à Toronto ou dans les autres villes du Sud de l'Ontario y trouver du travail.

Ce n'est pas à cause des niveaux de salaires régionaux qui s'écartent des taux existant dans les centres plus peuplés. Je suis sûr qu'il y a des gens à Ottawa aujourd'hui qui gagnent quarante cents de moins l'heure qu'ils n'en gagneraient, par exemple, à Toronto. Cependant ils demeurent à Ottawa, car ils s'y sentent chez eux. Il en va de même dans le Nord de l'Ontario et dans un grand nombre d'autres régions, où la population locale est déplacée à cause d'une pénurie d'emplois. L'argent est un facteur d'importance moindre que la possibilité de trouver du travail près de son foyer. En outre, on n'envoie pas un garçon dans un institut technique ou une école secondaire pour le voir devenir manœuvre et creuser des fossés.

Le ministère du Travail, qui deviendra bientôt le ministère de la Main-d'œuvre, ainsi que le ministère de l'Industrie doivent trouver une solution. Je ne m'attends pas à ce que

le ministre présente ses crédits en disant: «Donnez-moi 30 millions de dollars.» Je m'attends à ce qu'il fasse des déclarations importantes sur ce programme d'industrialisation.

• (3.50 p.m.)

Permettez-moi de vous dire que la formule que nous avons choisie pour la désignation des régions n'est évidemment pas satisfaisante. Elle était si peu satisfaisante que des dispositions ont été prises afin de faire ces désignations, qui ne sont peut-être pas les meilleures mais qui ne sont pas les plus mauvaises non plus. Je ne m'oppose pas aux régions qui ont été désignées. Je peux dire en toute honnêteté que dans la plupart des cas, elles n'étaient ni mieux ni pires que les régions avoisinantes.

Je ne suis pas allé dans les Maritimes depuis deux ou trois ans. Cependant, je sais que les problèmes dans les régions du Nord sont semblables à ceux des Maritimes. Je sais qu'un accord a été conclu, lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, afin de fournir une aide régionale aux Maritimes pour l'expansion de certaines industries. Je sais aussi que les provinces de l'Atlantique ont créé un organisme de secours fondé sur leurs efforts personnels auquel l'industrie a participé. Je crois que l'on devrait songer à créer une organisation de ce genre pour la mise en valeur de régions à croissance inégale dans d'autres coins du Canada. Cela pourrait aider à résoudre ce problème qui n'est pas uniquement celui du Nord de l'Ontario ou des Maritimes.

Ce problème se retrouve dans toutes les régions à la périphérie des grands centres de consommation. Je le répète, monsieur le président, nombreuses sont les choses que je pourrais faire. Avec l'aide de quelques collègues, je pourrais retarder pendant 30 jours l'adoption des prévisions budgétaires du ministère. C'est certain, et je ne crois pas que la menace soit vaine. Cependant, soit dit en toute honnêteté, je ne crois pas à ce moyen. Les députés se rappellent peut-être que je l'ai employé l'an dernier et qu'au milieu des pressions qui s'exerçaient pour que la Chambre s'ajourne en juin, j'ai obtenu une promesse du ministre. C'est avec plus de chagrin que de colère que j'exprime de l'étonnement que le parti libéral, le premier ministre et le cabinet aient permis que la promesse soit faite, mais qu'elle ne soit pas tenue. Je ne crois pas que le gouvernement l'ait faite à cause d'une menace. Il croyait sans doute que le problème serait étudié davantage.

Il ne m'appartient vraiment pas d'inciter à cette étude. C'est la responsabilité du gouvernement. Et si le gouvernement n'y songe